

# Eaux minérales : Nestlé reconnu avoir enfreint la réglementation

Dossier de la rédaction de H2o  
January 2024

Pendant des années, Nestlé Waters, le numéro un de l'eau minérale en France, a enfreint la réglementation. Au nom de la sécurité alimentaire et du maintien de la composition minérale de Perrier, Hépar, Vittel ou Contrex, la filiale locale du géant suisse a utilisé, au moins jusqu'en 2021, des filtres à charbon actif et un traitement aux ultraviolets avant de mettre en bouteille l'eau provenant de ses différents puits. "Il y a eu des erreurs, conduisant à des enjeux de conformité. Tout en garantissant la sécurité alimentaire, nous avons utilisé des mesures de protection qui n'étaient pas en ligne avec le cadre réglementaire", a reconnu l'AFP Muriel Lienau, qui dirige les activités de Nestlé en France. L'entreprise a justifié le recours à ces techniques par les évolutions de l'environnement autour de ses sources, qui peuvent parfois rendre difficile le maintien de la stabilité des caractéristiques essentielles de ses eaux. L'arrêt du recours à ces dispositifs de traitement et de filtration l'a d'ailleurs obligé à suspendre l'activité de certains de ses puits dans les Vosges, conduisant à une réduction des volumes de production d'Hépar et de Contrex.

La réglementation interdit toute désinfection des eaux minérales qui doivent être naturellement de haute qualité microbiologique, contrairement à l'eau du robinet qui est, elle, désinfectée avant de devenir potable. Toujours selon Nestlé, ces marques sont désormais "pleinement conformes au cadre réglementaire applicable en France".

CNews

Articles plus détaillés mais réservés aux abonnés

Les faits - Le Monde

À

Eaux en bouteille : des pratiques trompeuses à grande échelle

Pendant des années, des eaux vendues comme "de source" ou "minérales naturelles" ont subi des techniques de purification interdites. Selon une enquête conjointe du quotidien Le Monde et de Radio France, un tiers au moins des marques françaises sont concernées, dont celles de Nestlé, qui a reconnu ces pratiques. Informé depuis 2021, le gouvernement a assoupli la réglementation dans la plus grande discrétion.

Dossier de 2 pages publié le 30 janvier - Le Monde